

Colloque de l'Association Française de Science Politique

Avec le concours du Centre de recherches politiques, administratives et sociales (CNRS, Lille 2) et l'Ecole doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris

« Les tendances récentes de l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs »

Paris, Institut d'études politiques, 31 janvier et 1er février 2002

La formation communiste dans les processus d'homogénéisation et de (re)construction d'identités partisans.

Une étude de cas : Le séminaire « Comment traiter la question « Quoi de neuf dans le capitalisme ? » dans les initiatives de formation »¹

Nathalie ETHUIN

« Moi l'utilité de Draveil, je le sentais un peu comme..., au delà de ce brassage des expériences, qu'est-ce-qu'on a en commun ? Pourquoi on est communiste ? Qu'est-ce-que c'est d'être communiste ? Pourquoi un parti ? Pourquoi on ne dit pas la même chose que les autres ? Essayer de mieux maîtriser les raisons de tout ça. »²

Comment dire nous en politique ? Par quels processus se tisse une toile de significations revendiquée en commun ? Question classique de sociologie politique mais aussi préoccupation des militants et des dirigeants d'un parti comme le laissent apparaître les propos mis en exergue ci-dessus. Pour Michel Hastings, « les partis politiques constituent des ateliers d'identités et d'imaginaires collectifs, et participent à la structuration de grammaires culturelles régulièrement mobilisées par les militants »³. Le terme « ateliers » utilisé ici nous paraît particulièrement judicieux tant il convient de remettre sans cesse sur le métier les discours et les pratiques qui entendent donner corps à un nous partisan. En effet, les identités et les cultures partisans ne sont pas des essences, des substances cristallisées une fois pour

¹ Ce séminaire s'est tenu à Draveil, au centre de formation des communistes, les 11 et 12 mai 2001.

² Entretien avec M.E, membre à l'époque de l'entretien de la « commission économique ». M.E est intervenu souvent dans les stages de formation, notamment sur les questions économiques et sur la crise du capitalisme. Entretien effectué le 12 octobre 1999.

³ Michel Hastings, « Partis politiques et administration de sens », in *Les partis politiques*, actes du colloque de Nancy de novembre 2000. A paraître chez L'Harmattan en 2002.

toutes. Les identités collectives sont malléables et perméables ; elles sont la résultante d'un perpétuel travail de construction et de recomposition. Les partis politiques doivent donc être appréhendés comme des institutions, régis par des règles et des valeurs, producteurs de codes communs de signification et de conduites qui contribuent à produire des manières communes d'appréhender le monde social, celles-ci étant en constante évolution et renégociation. En utilisant un tel cadre d'analyse, il est possible de prendre pour objet les processus d'homogénéisation et de (re)construction d'identités en évitant les écueils substantialistes d'une homogénéité postulée.

Concernant le parti communiste français, les précieuses monographies dont il a fait l'objet ont indéniablement contribué à rompre avec une conception essentialiste des partis politiques et des cultures partisans. Le parti communiste, si centralisé soit-il, n'est pas un bloc monolithique qui viendrait imposer de l'extérieur une culture communiste, dans laquelle les adhérents et les militants devraient se mouler en se débarrassant des oripeaux de leurs cultures locales, sociales, professionnelles. Pour le dire avec les mots d'Annie Kriegel, les communistes « ne sont pas des coquilles vides à farcir de marxisme ». Il est aujourd'hui indéniablement attesté que certains groupes professionnels ou certaines communautés locales ont servi de matrices à une adhésion communiste reposant sur des logiques identitaires différentes⁴. Néanmoins, après avoir déconstruit la présupposée homogénéité du parti communiste et renoncé à qualifier son essence, il reste que le parti communiste français a été une institution allocataire de sens⁵ et une matrice d'identification pour des milliers d'adhérents et de militants. Le PCF a représenté pour ses militants, à des degrés différents certes, une « institution boussole »⁶. Le parti communiste, malgré sa diversité interne, ne saurait être réduit à une juxtaposition d'organisations locales et fédérales⁷. Il contribue à travers de nombreux et complexes mécanismes de socialisation et pratiques unificatrices à produire une identité collective et une culture partisane tendant à minimiser les effets dissociatifs de l'hétérogénéité de ses membres.

Ces processus, par lesquels les organisations tentent de donner sens et cohérence à leur discours et leurs propositions, de bricoler une identité collective, de souder le « nous » partisan, sont de notre point de vue essentiels pour la recherche sur les partis politiques⁸. Mais prendre pour objet ces processus éminemment diffus et protéiformes pose des difficultés d'investigation empirique. Prétendre étudier les mécanismes d'homogénéisation et de socialisation partisans peut apparaître comme une gageure tant leurs modalités sont complexes et diffuses, leurs canaux et supports multiples. La socialisation partisane se fait avant tout par imprégnation, par immersion ; elle passe principalement par les discussions

⁴ On pense notamment aux travaux de Michel Hastings sur Halluin, d'Annie Fourcaut sur Bobigny, de J N Retière sur Lanester ou encore aux travaux de J P Molinari sur les ouvriers communistes.

⁵ Nous empruntons cette expression à P Bréchon, A Laurent, P Perrineau (dir), *Les cultures politiques des français*, PSP, 2000, p.10.

⁶ Michel Hastings, « Partis politiques et administration du sens », op.cit.

⁷ Cf, F. Sawicki, *Les réseaux du parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Belin, 1997, p.30.

⁸ De nombreux chercheurs ont récemment remis à l'agenda scientifique cette problématique de l'homogénéisation et de la construction d'identités et de cultures partisans : Cf D Cefai (dir), *Cultures politiques*, PUF, 2001 et notamment les articles de D Cefai, « Expérience, culture et politique », M Lazar « Cultures politiques et partis politiques en France » et F Sawicki « Les partis politiques comme entreprises culturelles ».

informelles entre militants, par les réunions diverses, par la lecture de la presse et de la littérature partisanses ... Si l'on veut pénétrer la « boîte noire » des cultures et des identités partisanses, de leurs constructions et transformations, il faut choisir un poste d'observation restreint, qui rend possible un travail de terrain. Les écoles et les stages de formation partisane nous semblent constituer un objet et matériau particulièrement adaptés (et très peu étudiés, au moins pour la période contemporaine) puisqu'ils ont explicitement pour fonction de former les communistes et de travailler à une unification du collectif. La formation constitue un laboratoire privilégié pour appréhender ces « discours de mobilisation politique(...) pouvant exercer un effet d'unification symbolique en fournissant aux agents des critères d'identité, des principes explicites et officiels d'appartenance, en leur disant explicitement ce qui les rassemble, sous quel rapport ils ont quelque chose en commun de plus essentiel et de plus déterminant que ce par quoi ils se distinguent »⁹.

Nous nous proposons ici d'explorer cette problématique de l'homogénéisation partisane et de nous intéresser, à travers les activités de formation organisées par le PCF, aux tentatives de redéfinition et d'unification de l'identité collective et de (re)construction d'une culture communiste légitime. Nous montrerons en quoi ces dimensions sont toujours des enjeux centraux de la formation communiste même si celle-ci a profondément évolué ces dernières années. Un séminaire organisé à Draveil en mai 2001 sur les façons de « *traiter la question ' ' quoi de neuf dans le capitalisme ? ' ' dans les initiatives de formation* » servira de point d'ancrage à ce travail. Deux éléments ont présidé au choix de ce matériau volontairement restreint : d'une part, il s'agit d'un séminaire ayant explicitement pour objectif d' « impulser une extension de l'offre de formation sur ce thème »¹⁰, les participants sont alors amenés à formaliser ce qu'ils entendent par et attendent de la formation ; d'autre part ce séminaire est consacré à l'économie, et cette dimension nous semble être au cœur des processus identitaires chez les communistes. C'est en effet sur le terrain des analyses économiques et des alternatives que le PCF entend promouvoir pour « dépasser le capitalisme » que les débats et les affrontements internes se focalisent. Les tenants de la « mutation » sont accusés de liquider l'identité du PCF et de se social-démocratiser. Face à ces profondes dissensions, ces derniers tentent alors de recréer de la consonance idéologique, en recourant notamment aux labels marxistes et révolutionnaires, matrices d'identification et de distinction¹¹. A travers un compte-rendu ethnographique de ce séminaire et des entretiens effectués avec des économistes, nous pouvons repérer concrètement comment dans les discours sont bricolés ces référents et notamment la référence au marxisme. (Rappelons que le marxisme pour les communistes est plus qu'un instrument d'analyse, il est un marqueur identitaire. D'ailleurs se

⁹ Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Minuit, 1982, p. 257.

¹⁰ Introduction du séminaire par Claude Gindin, délégué national aux initiatives de formation. Le séminaire s'est tenu au centre national de formation des communistes, à Draveil les 11 et 12 mai 2001.

¹¹ Nous ne pouvons évidemment pas citer la littérature foisonnante sur l'identité, rappelons juste le propos synthétique de Jacques Chevalier : « Dès l'instant où un groupe se forme, où une entité collective est organisée, il y a production de signes distinctifs, qui vont conduire les membres à se reconnaître à la fois comme différents de ceux qui sont en dehors du groupe et comme semblables à ceux qui sont dans le groupe : l'identité collective se caractérise ainsi par un double aspect, négatif de différenciation vis-à-vis de l'extérieur, et positif de partage d'un certain nombre de traits communs » in J Chevallier (Dir .) , *L'identité politique*, CURAPP, PUF, 1991. p.6.

dire marxiste ne suppose pas avoir lu et maîtriser l'œuvre de Marx¹². Quand nous emploierons le terme de marxisme tout au long de cet article, c'est donc au sens de la doctrine que les communistes ont progressivement élaboré et constamment modifié. Autrement dit, lorsque nous disons que les communistes revendiquent toujours explicitement le label marxiste en le bricolant, ça ne signifie pas que nous décernons un brevet de marxisme au PCF. Ce n'est bien sûr pas à nous de trancher la question de savoir si les communistes sont « vraiment » marxistes eu égard à une exégèse savante du marxisme. Ce qui nous importe ici est de montrer pourquoi et comment ils se disent marxistes).

Il peut paraître quelque peu paradoxal de proposer sur une telle problématique une étude très contemporaine du PCF, tant ce dernier semble souffrir justement d'une incapacité à souder ses membres et à proposer une identité partisane unificatrice. S'il est indéniable que l'institution communiste ne peut plus revendiquer aujourd'hui une identité et une culture communiste clairement définies et arrimées à des référents idéologiques et doctrinaux, la crise qu'elle traverse aujourd'hui n'a pas annihilé toutes velléités de donner un sens relativement homogène aux choix stratégiques, de les justifier et de les légitimer. Qui plus est, il peut être d'autant plus intéressant d'étudier ces processus dans des contextes où l'institution est contrainte de changer, de modifier ses référents tout autant doctrinaux, mémoriels qu'organisationnels, et de proposer un récit identitaire profondément remanié.

Les enjeux de la formation communiste aujourd'hui

Avant de présenter plus précisément le séminaire qui servira de cadre d'observation, il faut le resituer dans son contexte, critique quant aux activités de formation, puisqu'à la désagrégation progressive du système éducatif communiste, s'ajoute une conjoncture de mobilisation électorale qui ne favorise pas l'organisation de sessions de formation¹³.

Que reste-t-il de la formation des militants et des cadres ?

Sans faire ici l'histoire du système d'éducation communiste, il est nécessaire de poser quelques jalons pour rendre compte de ses évolutions. Le PCF a très tôt mis en place un système d'éducation, structuré en un cursus scolaire, proposant à l'échelle locale des écoles élémentaires, des écoles fédérales à l'échelle départementale et des écoles centrales, écoles de cadres d'un mois et de quatre mois. Ce cursus scolaire était un passage quasi obligé pour accéder aux responsabilités quelque soit l'échelon dans l'appareil partisan ; il avait explicitement une vocation d'ascension dans les hiérarchies d'appareil. Il est d'ailleurs révélateur que le secteur « éducation » relevait de la « Section de Montée des Cadres », rebaptisée en 71 « secteur d'Aide à la Promotion des Militants ». L'histoire de ce secteur est évidemment bien plus complexe que ces quelques rappels pourraient laisser penser, mais il

¹² On sait que les inventeurs du marxisme comme doctrine politique en France à la fin du XIX^{ème} siècle n'étaient pas des lecteurs assidus de Marx. Cf : Marie Ymonet, « Les héritiers du Capital. L'invention du marxisme en France au lendemain de la Commune », *ARSS*, n°55, novembre 1984.

¹³ En périodes de campagnes électorales, les activités d'éducation et de formation ont toujours été mises entre parenthèses puisque la présence des militants et des cadres sur le terrain prime. Depuis le mois d'octobre, le centre de formation de Draveil est fermé et ne reprendra pas ses activités avant l'été compte tenu du calendrier électoral.

n'est pas le lieu ici de développer cet aspect¹⁴. En revanche, il est indispensable de revenir sur les transformations de ce secteur au cours des dix dernières années, marquées par l'abandon du cursus hiérarchisé et progressivement des écoles proprement dites. Ce n'est qu'au prisme de ces évolutions que l'on peut rendre compte des débats et réflexions actuels sur l'offre de formation au parti communiste.

Jusqu'au début des années 90, l'éducation des communistes consistait donc à la tenue régulière d'écoles dans les fédérations, le plus souvent d'une durée d'une semaine ou de quinze jours, et d'écoles centrales d'un mois et de quatre mois. Mais ce système ne résistera pas longtemps à la profonde crise qui affecte le parti dès les années 80 et qui atteint son acmé dans les premières années de la décennie suivante. Sous l'effet d'une crise multidimensionnelle, organisationnelle, idéologique, électorale mais aussi financière, le réseau d'écoles se désagrège progressivement. La dernière école de quatre mois s'est tenue à Draveil de février à juin 1994. En septembre 94, une école de 2 mois est mise en place mais ne réunit que 8 élèves. Les écoles d'un mois deviennent alors les sessions de formation les plus longues, jusqu'à ce qu'elles disparaissent elles-aussi du calendrier scolaire communiste en décembre 1995. Jusqu'en 97, le centre de formation propose encore des stages de 2 semaines, mais à partir de l'été 98, date de la tenue du dernier stage de 10 jours, les « stages d'approfondissement de la politique du parti » se dérouleront sur 5 jours au plus. Actuellement, l'offre nationale d'« initiatives de formation » est donc composée de stages de 5 jours ou de trois jours et de stages à thèmes organisés le week-end. Les fédérations ne proposent quasiment plus de stages fédéraux de formation et l'offre se réduit à quelques soirées de réflexion et de débats sur des thèmes précis (à l'exception de stages d'approfondissement délocalisés en province et coorganisés par plusieurs fédérations¹⁵).

Ces évolutions se sont accompagnées d'une modification sémantique, censée imprimer dans les mots « une conception totalement renouvelée » de la formation des communistes. A partir de 1994, il ne sera donc plus question d'« éducation » mais de « formation ». En 1996, les « stages » (puisque le terme « école » n'est plus en usage) ont pour vocation l'« aide à la formation des communistes » et depuis le trentième congrès (mars 2000) la dénomination d'« initiatives de formation » a été préférée à la précédente. Derrière ces dénominations successives, le leitmotiv est de rompre avec la notion de cursus et de présenter « les initiatives de formation » comme un droit de tous les adhérents, sans distinction de responsabilité et d'ancienneté dans le parti¹⁶. L'objectif est aussi de rompre avec une formation perçue comme endoctrinement, simple « bourrage de crâne » infantilisant.

¹⁴ Pour l'histoire de la mise en place de ce cursus scolaire communiste et de ses premières années de fonctionnement, voir Danielle TARTAKOWSKY, *Les premiers communistes français*, PFNSP, 1980 ; Bernard PUDAL, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, PFNSP, 1989 ; Claude PENNETIER et Bernard PUDAL, « La certification scolaire communiste dans les années 30 », *Politix*, n°35, troisième trimestre 1996 et Yasmine SIBLOT, *La formation politique de militants ouvriers. Les écoles élémentaires du parti communiste français de leur constitution au Front Populaire*, Les cahiers du centre fédéral, septembre 1998, FEN UNSA.

¹⁵ Deux sessions de ce type se sont tenues à Carnon dans l'Hérault, l'une en septembre 2000 et l'autre en juin 2001, stages coorganisés par les fédérations de l'Hérault, du Gard, des Bouches du Rhône et du Vaucluse.

¹⁶ Les nouveaux statuts votés lors du dernier congrès en octobre 2001 abordent le thème de la formation dans le chapitre 2 « Les droits des adhérents et des adhérentes ». On peut y lire : « Les

Si l'on se place désormais sur le seul terrain des thèmes économiques qui nous intéressent ici, quelques rappels, même lacunaires, s'imposent. Quand le parti communiste proposait des écoles d'un mois et de quatre mois, il pouvait se targuer de proposer à ses militants et ses cadres une « analyse approfondie du capitalisme » revendiquant explicitement le label marxiste. L'économie politique représentait le volume horaire le plus important des cours et des lectures. Pas un élève d'une école centrale n'échappait aux longues heures de cours sur « le capitalisme, un mode de production et d'exploitation », « monnaie, système monétaire et financier et crises », le « capitalisme monopoliste d'Etat » ou encore « entreprise, classe ouvrière et salariat »¹⁷. Aucun ne pouvait se soustraire non plus aux demi-journées de lecture des textes des économistes patentés du PCF mais aussi de Marx et notamment des canonniques extraits du *Capital*. Faire une école centrale signifiait travailler plus de dix heures par jour pour comprendre les propositions du parti, les assimiler mais surtout s'imprégner de la doxa marxiste, pour au final penser « la perspective du socialisme ». C'est ce que rappelle Francette Lazard, responsable de l'éducation, souligne dans un rapport sur les activités d'éducation des communistes en 1982 : « *La vitalité de la démarche matérialiste et dialectique du marxisme et la rigueur de notre démarche stratégique se fécondent l'une et l'autre. Nous avons besoin du maximum de science économique pour saisir le mouvement de la crise et définir les nouveaux critères de la croissance ; du maximum de connaissances sur le vaste essor des sciences et des techniques pour penser les mutations en cours et anticiper leur évolution dans la perspective du socialisme ; du maximum de matérialisme historique pour élargir l'analyse des dimensions sociales et individuelles de la crise, pour enrichir notre compréhension des processus socio-politiques, des comportements humains, à la lumière de notre projet autogestionnaire* »¹⁸. Le premier intérêt de cet extrait est d'illustrer les profondes évolutions sémantiques des communistes. Il révèle aussi les objectifs attendus de l'éducation durant cette période. L'ambition est clairement affichée par le choix des termes utilisés : il s'agit de revendiquer la doctrine marxiste pour décliner le projet dont se veut porteur le parti communiste.

La fonction dévolue aux écoles du parti est de diffuser la ligne officielle et de légitimer les positions et propositions. Par les cours, il s'agit de fixer le sens que l'institution reconnaît à une stratégie. En fournissant un argumentaire clé en main, un prêt-à-argumenter aux élèves, le parti s'assure d'un minimum de cohérence et d'unité. Les cours théoriques ont une visée politique, ils doivent motiver l'engagement mais en aucun cas semer le doute parmi les militants. C'est ce que rappellera Georges Marchais lors de l'inauguration de l'école nationale de Draveil en 1985, sur fond de crise aiguë entre la direction du parti et un grand nombre d'intellectuels, dont certains enseignaient dans ces écoles : « *Ces certitudes issues du patrimoine historique et idéologique du mouvement ouvrier et de l'analyse des réalités du*

adhérent-e-s disposent du droit : (...) de se voir proposer une offre diversifiée d'initiatives de formation, correspondant aux attentes en particulier de la jeunesse, dans le but de donner à chacun-e plus d'éléments de connaissance et de réflexion pour participer aux choix politiques du Parti et mener son activité de militant-e communiste ».

¹⁷ Les intitulés et les contenus des cours évoluent bien-sûr au gré des recompositions idéologiques et programmatiques. Ces évolutions méritent une analyse en soi mais cette dimension excède le cadre de la présente étude. Ces intitulés de cours ne sont donc que des exemples.

¹⁸ Francette Lazard, « Des communistes riches d'idées, riches d'initiatives », Rapport sur l'éducation communiste au Comité Central du 16 avril 1982, *L'humanité*, 17 avril 1982.

mouvement social constituent la clef de voûte de l'identité révolutionnaire du Parti. Leur connaissance est essentielle à la maîtrise de notre politique, à sa mise en œuvre. Elles doivent donc être au cœur de l'enseignement dispensé dans cette école nationale du Parti, qui n'est ni une université, ni un lieu de recherche »¹⁹.

Ces quelques rappels permettent de mesurer l'ampleur des évolutions concernant l'éducation et la formation au parti communiste et partant les difficultés, voire les apories, auxquels sont confrontés les responsables de ce secteur aujourd'hui. S'il ne saurait plus être question désormais de diffuser des « certitudes », tant elles ont été écornées par le désaveu des faits, il n'en reste pas moins que le parti communiste continue de revendiquer une grille de lecture marxiste à partir de laquelle il tente de proposer des « alternatives au capitalisme ». L'enjeu essentiel, nous le développerons plus loin, consiste aujourd'hui à rendre crédible cette revendication du label marxiste. La formation, selon ses responsables, pourrait jouer un rôle important dans cette mise en cohérence d'une identité communiste, arrimée à des référents idéologiques et théoriques dont la teneur serait précisée. Mais en 5 jours de stage d'approfondissement et qui plus est en quelques heures sur les questions relatives au capitalisme, comment faire ? L'intitulé de l'introduction de ce séminaire laisse bien transparaître les enjeux de clarification et les questionnements identitaires sous-jacents : « *comment traiter la question « quoi de neuf dans le capitalisme ? » dans les initiatives de formation. « Savoir où on veut aller ; savoir comment on peut y aller ; savoir avec quels bagages on y va »*. Le séminaire avait pour objectif de proposer quelques pistes de réflexion pour relever ce défi ; un participant au stage ironisera d'ailleurs : « *on parle de défi mais donner à comprendre en 3 heures ce qu'il y a de neuf dans le capitalisme, c'est plus qu'un défi, c'est presque une gageure »* ! Compte tenu de l'impératif de proposer des sessions de formation extrêmement courtes, comment alors les concevoir et qu'en attendre ?

« Donner des repères » pour « une appropriation des propositions du parti » .

On l'a vu, l'objectif qui a présidé durant des décennies à la politique d'éducation était de diffuser l'orthodoxie pour s'assurer que les militants et les cadres agiraient bien dans le respect de la ligne officielle. Les écoles constituaient de puissants « opérateurs de discipline institutionnelle »²⁰. Mais aujourd'hui, mutation oblige, les initiatives de formation ne revendiquent plus une telle fonction. Il s'agit même de s'en distinguer fondamentalement à l'heure où la diversité est présentée comme une richesse du parti. Néanmoins, le contenu des formations reste articulé autour des propositions du parti dont il convient de convaincre du bien-fondé. Le rôle reconnu aux initiatives de formation doit donc négocier avec ces injonctions quasi contradictoires. Pour résoudre ce paradoxe, les textes et les discours régissant la formation insistent sur la nécessaire connaissance des propositions du parti pour mieux se les approprier, en être « co-auteur » voire les critiquer :

« Il y a un certain nombre de choses sur lesquelles on a des idées, des propositions qui s'enracinent. Et donc permettre aux camarades de voir où sont ces enracinements, c'est leur permettre de mieux se les approprier, de pousser plus loin et d'être eux-mêmes contributeurs.

¹⁹ G Marchais, « Pour une civilisation nouvelle. Pour la libération humaine », allocution prononcée lors de l'inauguration de l'Ecole nationale du PCF, Draveil, 28 septembre 1985.

²⁰ D Cefaï, « Expérience, culture et politique », in D Cefaï (dir.), *Cultures politiques*, PUF, 2001. p. 106

Pour le dire autrement, la formation c'est pas de dire voilà la position du parti là dessus c'est ça ça et ça. Ca ils le trouvent ailleurs les camarades. Mais c'est s'approprier des éléments de compréhension du réel qui ont permis de déboucher sur telle ou telle proposition, y compris ça peut leur permettre d'être partie prenante dans la réflexion du parti sur ces questions »²¹.

Le problème qui se pose dès lors est de composer avec les contraintes inédites qui pèsent sur la formation. Pour le responsable national, elles nécessitent une réflexion pédagogique plus poussée et plus ambitieuse. Les contraintes de temps et l'impossibilité de traiter en profondeur certains éléments obligeraient à une réflexion collective en amont sur ce qu'il est indispensable d'aborder. C'était d'ailleurs l'enjeu de ce séminaire que de s'accorder sur les concepts et analyses considérés comme indispensables pour donner à comprendre les évolutions contemporaines du capitalisme. (« *Dans les concepts essentiels pour la compréhension du capitalisme, il faut vraiment choisir quels sont ceux qui ouvrent les clés à d'autres. Si tu veux, moi ma position personnelle, c'est pas d'être moins fondamental mais de l'être plus. Quand tu es plus fondamental, tu te fais mieux comprendre. Et les idées fondamentales ne sont pas forcément des idées compliquées !* »²²)

Il faut aussi compter avec l'hétérogénéité des stagiaires dans une conception de la formation ouverte à tous. Il n'existe plus aujourd'hui de cursus hiérarchisé, les intervenants ont donc à composer avec des militants communistes ne disposant pas du même « background » théorique et du même rapport à l'histoire du parti. Les références historiques et doctrinales dont sont émaillées les discussions résonnent évidemment très différemment selon la trajectoire militante. Sur le terrain des analyses du capitalisme, le concept de « plus-value » par exemple ne signifie pas les mêmes choses pour un communiste ayant fait ses classes sur les bancs des écoles centrales que pour un tout jeune adhérent. Face à cette diversité, la réflexion pédagogique s'avère « stratégique », « *c'est la raison de l'architecture, et en particulier la raison pour laquelle j'ai mis au centre l'intervention de René Montredon « savoir comment on veut y aller ». Je n'ai pas voulu, et c'est vraiment un choix, que ce qui est d'ordre pédagogique soit ce qui vient en plus, à la fin. J'ai vraiment voulu que ce soit au centre de la réflexion* »²³.

Ce séminaire révèle donc bien les enjeux de la formation communiste aujourd'hui et ce d'autant plus qu'il concerne les analyses et propositions du parti au niveau économique. Or, on y reviendra, c'est avant tout sur ce terrain que se joue l'identité du PCF. Le parti, par la voix de ses dirigeants et ici par celle des intervenants et animateurs de la formation, se doit de donner à voir et à entendre des propositions « alternatives », qui le distinguent des autres partis de gauche et le placent dans la filiation marxiste. Pour l'un des participants, « *l'objectif c'est de mettre en capacité des militants à dialoguer avec les gens, mettre en capacité des militants à réagir en marxistes. Je vais peut-être apparaître comme un vieux fossile mais je ne vois pas comment éviter un petit exposé liminaire* ». Le marxisme est ici explicitement revendiqué comme grille de lecture et outil d'analyse. A la question de savoir pourquoi c'est ce thème « *quoi de neuf dans le capitalisme ?* » qui a été retenu pour amorcer une réflexion visant à impulser des initiatives fédérales de formation, Claude Gindin nous répond :

²¹ Entretien avec Claude Gindin, délégué national aux initiatives de formation, le 12 novembre 2001.

²² Ibid.

²³ Entretien avec Claude Gindin, ibid.

« D'abord parce qu'il recouvre beaucoup de choses. Ensuite parce qu'il y a ... il y a plusieurs raisons en fait. Il y a une demande qui s'exprime souvent dans le parti, disant « on n'explique plus la plus-value, on n'explique plus le capitalisme », donc comment on répond à ce qui est posé, c'est-à-dire comment on fait saisir des apports essentiels sur l'analyse du capitalisme, en particulier les apports de Marx, mais comment on les fait saisir pour la compréhension des enjeux d'aujourd'hui »²⁴. La dernière partie de cette citation révèle parfaitement ce qui est en jeu : se dire marxiste mais « marxiste de son temps ». Comment revendiquer le label marxiste en se différenciant des usages dogmatiques qui ont pu en être fait, tel est en fait l'enjeu identitaire fondamental.

Parce qu'il a servi de porte-drapeau aux régimes communistes, et parce que les faits ont désavoué la prophétie, le marxisme est délégitimé et ceux qui s'en réclament encore doivent réduire au maximum les « dissonances cognitives »²⁵. Comme le souligne Jean Baudouin, « la pensée marxiste n'est plus considérée comme un bloc qu'il conviendrait de défendre bec et ongle contre les agressions du dehors et du dedans. Il s'agit au contraire de la rendre à nouveau présentable en l'expurgeant de toutes les ambiguïtés et de toutes les adjonctions qui ont permis qu'on l'associe aux formes les plus détestables du communisme historiquement réalisé. Tel est le but : humaniser le verbe marxien au prix d'un véritable lifting idéologique »²⁶. C'est d'autant plus important, ajouterions-nous, que l'usage de ce *verbe marxien* peut apparaître comme le dernier rempart à une dilution de l'identité communiste.

Le bricolage des référents marxistes et révolutionnaires.



1983

Ce portrait humoristique peint par Lagarigue a été édité par l'Union des étudiants communistes pour célébrer le centenaire de la mort de Karl Marx.

Titre de J.L. Rogot-Dussançon, dessin A. Pissis

« Quand on dit « l'analyse de la crise du capitalisme », c'est un peu le cours où on apporte des éléments marxistes d'analyse, et donc d'une certaine façon, moi je me disais au début, « au fond tu es un peu dépositaire de..., il faut que tu transmettes la flamme de ce qu'est le marxisme », et donc c'est un peu compliqué. Du coup, tu te trouves pas seulement à devoir

²⁴ Ibid.

²⁵ Sur la notion de dissonances cognitives, voir Festinger, Hank et Riecken, *L'échec d'une prophétie*, PUF, 1993, première édition 1956.

²⁶ Jean Baudouin, *Mort ou déclin du marxisme ?*, Montchrestien, 1991, p.102.

passer le message de la politique du parti mais à passer toute une culture, toute une compréhension. »²⁷. Comment mieux que par cet extrait d'entretien aborder ce qui se joue à travers la référence au marxisme chez les communistes ? Le marxisme n'est rien moins ici qu'une « culture », « une flamme à transmettre ». Si l'heure n'est plus au « devoir de s'efforcer d'assimiler les principes du marxisme-léninisme », comme le stipulait l'article 7 des statuts de 1964, la référence à Marx n' a pas disparu des nouveaux statuts adoptés lors du dernier congrès du PCF en octobre 2001. On peut en effet lire dans le préambule : « *Les motivations de l'adhésion au Parti communiste sont diverses, enracinées dans les valeurs, les apports et la créativité des combats révolutionnaires – nourris par les découvertes théoriques, les anticipations de Marx – pour se libérer du capitalisme, le dépasser...* ». Tout se passe comme si la référence à Marx était l'invariant, l'élément nodal qui permet de se dire encore communiste et de revendiquer une identité collective distinctive.

Reste à étudier dans les discours actuels des économistes et des dirigeants du parti, comment ils bricolent ces référents pour souder le collectif partisan autour d'analyses et de propositions censées donner corps à l'identité communiste. A l'heure en effet où le parti communiste entend opérer une profonde « mutation », souvent perçue à l'extérieur mais également au sein même du parti, comme un renoncement à une identité clairement communiste et révolutionnaire, se placer derrière la bannière marxiste pour légitimer ses analyses et ses propositions est un enjeu essentiel dans les tentatives d'homogénéisation d'une identité remaniée.

Bernard Pudal avait déjà souligné, à propos de l'aggiornamento des années 70, combien une « crise de l'institution conduit à un immense travail politique de renouvellement qui (a) pour fonction d'enregistrer, de retraduire, d'homogénéiser, de gérer les tensions, de penser les « filiations », en un mot d'organiser le passage d'un état à un autre ». Toute refonte doctrinale engendrant une peur de « l'affadissement et de la dissolution de l'identité communiste », il avait montré quel rôle pouvaient jouer certains intellectuels, ces clercs qui, par « un intense travail de rationalisation susceptible de donner forme et sens à cette mutation » contribuent à conjurer ces angoisses existentielles²⁸. Ce travail de rationalisation, de mise en cohérence et d'octroi de sens est d'autant plus central pour les directions aujourd'hui que la crise que traverse le PCF est d'une toute autre ampleur que dans les années 70. Les dissonances cognitives auxquelles pouvaient être confrontés les communistes ont atteint leur apogée avec l'effondrement du bloc de l'Est et la disparition de l'URSS. L'échec irréfutable de la prophétie, la faillite sans équivoque du socialisme existant obligent plus que jamais à retailler une identité communiste, à « séparer l'idéal de son modèle concret soviétique et par conséquent le remanier de manière à pouvoir le conserver, et par là même à sauver le communisme en tant que grande idée et l'identité personnelle de communiste du même coup »²⁹.

²⁷ Entretien avec M.E, le 12 octobre 1999

²⁸ Bernard Pudal, *Prendre parti*, PFNSP, 1989, pages 281 et suivantes.

²⁹ Esther Duflo et Pierre Serne , « Que reste-t-il des idéaux ? », in Michèle Bertrand, Gilles Campagnolo, Olivier Le Guillou, Esther Duflo et Pierre Serne, *La reconstruction des identités communistes après les bouleversements intervenus en Europe centrale et orientale*, L'Harmattan, 1997. p. 89.

Outre les événements internationaux qui ont considérablement amplifié la crise idéologique, le parti communiste français est confronté depuis plus d'une décennie à une crise électorale, organisationnelle et financière sans précédent. Sur le plan organisationnel, si les tendances ne sont pas officiellement reconnues, les contestations internes sont nombreuses et bruyantes et dévient à la direction nationale l'étiquette de communiste. C'est dans ce contexte de crise profonde qu'il convient d'étudier comment d'aucuns tentent de bricoler pour donner un sens unifié et cohérent à l'engagement communiste, comment ils essaient de revendiquer avec crédibilité le label marxiste et l'étiquette révolutionnaire. Ainsi à l'heure où les thuriféraires de la « mutation » sont accusés de « sociale-démocratisation » et de liquidation de l'identité du PCF, ils redoublent d'ardeur pour démentir tout renoncement au prix d'argumentations qui pourraient être qualifiées de dialectiques ! Il faut en effet toute la verve d'un Paul Boccara pour tenter de convaincre que les propositions économiques qu'il entend promouvoir au sein du parti sont totalement révolutionnaires et réellement marxistes, et même mieux marxistes³⁰.

En participant, dans le cadre d'une ethnographie des stages de formation, à plusieurs de ces sessions ainsi bien sûr qu'au séminaire que nous avons déjà présenté, nous avons pu repérer les argumentations et les justifications doctrinales et idéologiques qui prétendent fonder la légitimité des propositions et les auréoler des qualificatifs de marxiste et de révolutionnaire. C'est donc à une plongée au cœur des discours communistes officiels que nous invitons maintenant nos lecteurs.

Le travail sur les mots : autour de la notion de « dépassement du capitalisme »

Les recompositions des identités collectives passent avant tout par un travail sur les mots. Pour Denis-Constant Martin, les mécanismes de construction d'un récit identitaire peuvent se décliner en 6 mots-clés : *dire, relier, choisir, distinguer, rassembler et changer*³¹. Le parti communiste aujourd'hui doit proposer un récit et des marqueurs identitaires qui le relient à son passé tout en s'en distinguant, se doit de choisir des mots pour dire le communisme, pour rassembler les communistes. Les discours sur le capitalisme et les alternatives que le PCF entend lui opposer offrent une focale d'observation privilégiée de ces processus. On peut ainsi repérer les mots qui ne changent pas, qui permettent de relier, mais on voit aussi effleurer les nouveaux vocables et les argumentaires par lesquels ils sont intégrés à la langue communiste.

Ce qui relie et rassemble est une position commune minimale sur l'analyse du capitalisme, accusé de tous les maux. Des expressions telles que « les ravages du capitalisme », « la logique dévastatrice de la course au profit » ou encore « les positions cyniques du grand patronat » émaillent les propos des communistes. La différenciation identitaire réside « dans une vision apocalyptique, catastrophique du capitalisme »³². Les mots « exploitation, profit,

³⁰ Référence au débat « Le capitalisme et la critique marxiste », qui s'est tenu à la Fête de l'Humanité le dimanche 16 septembre 2001 au Village du Livre. Paul Boccara, économiste communiste, répondant à un homme l'ayant invectivé sur la notion de dépassement du capitalisme qu'il qualifie de réformiste, se lance dans une diatribe : « Dépasser c'est supprimer véritablement ; c'est pas seulement supprimer, c'est supprimer pour faire mieux. Être révolutionnaire, c'est pas seulement tout casser ; être révolutionnaire, et c'est tout le marxisme, c'est supprimer le capitalisme pour faire mieux ! ».

³¹ Denis-Constant Martin, « Identité et politique. Récits, mythes et idéologies », in D.C Martin (dir), *Cartes d'identité. Comment dit-on nous en politique ?*, PFNSP, 1994.

³² Marc Lazar, « L'idéologie communiste n'est pas morte », *Esprit*, n°3-4, Mars-avril 1997

plus-value » mais aussi « marxisme, communisme, humanisme, émancipation humaine » constituent de « véritables buttes-témoins rescapées du lent travail d'usure des usages, (...) et continuent d'alimenter le dictionnaire émouvant des identités politiques »³³.

Encore faut-il conférer un sens commun à ces termes et c'est là l'enjeu des technologies d'institution unificatrices dont participe pleinement la formation. Récemment par exemple, la notion d'émancipation humaine a pris une place centrale dans l'agenda communiste, ce thème fait alors l'objet de séances de lecture et de débats dans les stages d'approfondissement, il a aussi donné lieu à plusieurs publications dans les circuits éditoriaux du parti (l'Humanité et les Cahiers d'Histoire notamment), contribuant également aux processus d'homogénéisation.

Nous reviendrons plus loin sur ce travail de clarification des termes usités. Mais il est un processus à ne pas oublier, celui qui consiste à éradiquer l'usage de certains mots et expressions délégitimés. Or quand ces mots ont servi de marqueur identitaire et doctrinal pendant plusieurs décennies, le travail consiste autant à imposer un nouveau lexique que d'éliminer du vernaculaire communiste les mots n'ayant pas résisté à « l'usure des usages ». Une anecdote illustre à merveille cet impératif de souder le collectif derrière un lexique partagé et débarrassé des termes ternis : dans un stage d'approfondissement, Yves, militant de 75 ans, permanent au journal la Terre pendant 25 ans, se lance dans une diatribe sur la nécessaire « socialisation des moyens de production ». Son intervention suscite l'hilarité générale et ce n'est pas sans plaisir qu'il s'engouffre dans une surenchère discursive, qu'il sait évidemment d'un autre âge ! Lors de la séance du bilan de stage, Yves dira « *maintenant je sais qu'il ne faut plus parler de socialisation des moyens de production, mais je suis toujours enthousiaste* »³⁴ ! A travers cette anecdote, on saisit concrètement les effets de génération et de socialisations différentielles au sein d'un parti. Le stock doctrinal et sémantique dans lequel un militant peut puiser diffère selon les générations et la carrière partisane. L'institution doit donc constamment travailler à unifier et homogénéiser un stock commun de connaissances et à imposer l'usage des termes et argumentations tenues pour légitimes à un moment donné.

Sur le plan des analyses du capitalisme, de nouveaux termes se sont lentement incrustés dans le vernaculaire communiste qu'il convient de définir, en préciser la teneur et la signification mais surtout de les placer dans la filiation marxiste. Des expressions comme « révolution informationnelle », ou « les nouveaux défis du capitalisme » et plus encore la notion de « dépassement du capitalisme » qui s'est substituée à celle d'« abolition » méritent clarification selon les responsables à la formation et les économistes. L'introduction de Claude Gindin lors du séminaire est de ce point de vue explicite : « *La proposition est de s'en tenir à trois objectifs : clarifier la notion de capital, faire comprendre que le capitalisme est confronté à de nouveaux défis, montrer que l'on peut se battre pour d'autres réponses à ces défis* »³⁵. (...) ». Sur le premier point, il faut historiciser le capitalisme, « *s'entendre sur le fait*

³³ M Hastings et S Strudel, « Gauche indivise et gauches singulières », in P Bréchon, A Laurent, P Perrineau

(dir), *Les cultures politiques des français*, op.cit.

³⁴ Stage d'approfondissement de la politique du parti du 5 au 9 juillet 1999, au centre national de formation des communistes à Draveil.

³⁵ Claude Gindin, introduction du séminaire « comment traiter la question « quoi de neuf dans le capitalisme ? » dans les initiatives de formation », tapuscrit non publié.

que le capitalisme n'a pas toujours existé et que toute richesse n'est pas du capital. Le capitalisme est le produit d'une très longue histoire.... ». Il faut faire « saisir le capital dans son essence de valeur qui se met en valeur, enracinée dans l'exploitation du travail salarié ». Enfin, « dans les explications sur les défis de notre époque, il y a besoin de faire toute sa place à la révolution dans les conditions de la progression de la productivité et de l'efficacité du travail humain qu'est la révolution informationnelle. En raison de son importance à l'échelle de l'histoire humaine, de l'hominisation. Et parce qu'elle est peu comprise dans sa nature et ses enjeux. (le trentième congrès est le premier qui en donne, sommairement, une définition) »³⁶. On voit bien ici l'importance stratégique de se mettre d'accord sur le sens des mots. Ce sont ces mots, martelés par les porte-parole, qui représentent l'institution, ils se veulent porteurs d'une culture partisane et d'un projet commun.

C'est la notion de « dépassement du capitalisme » qui nécessite le plus intense travail de définition pour la rendre légitime et revendiquée par l'ensemble des ressortissants de l'institution communiste. C'est en effet autour de cette expression que les débats internes se sont focalisés ces dernières années. Elle symbolise pour de nombreux communistes l'ultime renoncement à l'identité révolutionnaire et l'acceptation du capitalisme qu'il suffirait d'aménager dans une logique sociale-démocrate. Comment alors faire le deuil de la notion d'« abolition du capitalisme » et la remplacer par une nouvelle expression quand on sait que « tout un univers de sens transite par ces manières partisans de dire. Toute une économie du signe et du repère s'ébauche dans ces répertoires de mots drapeaux, de mots totems fonctionnant comme autant de symboles de condensation », comme nous le rappelle Michel Hastings³⁷ ? Pour imposer un nouveau drapeau sémantique, un travail d'argumentation serrée est nécessaire et les efforts d'explicitation, de légitimation et d'officialisation d'une telle expression se déploient souvent sur plusieurs années. L'argumentation sur laquelle repose l'emploi de l'expression de « dépassement du capitalisme » consiste à démontrer en quoi elle s'inscrit directement dans les analyses de Marx tout en évitant les écueils auxquels a conduit la notion d'abolition. Pour Fabien Maury, « on introduit un terme qui n'est pas anodin effectivement, qui introduit à la fois la rupture mais la rupture pour faire mieux que le capitalisme. Et puis c'est pas la rupture le grand soir, mais ça s'inscrit dans un processus. Je crois que c'est Hegel qui introduit le premier la notion de dépassement, c'est pas Marx, Marx s'en sert parce que Marx en parle, pas dans ses premiers textes mais dans ses textes plus aboutis »³⁸.

Pour les économistes, cette notion de dépassement serait donc un retour à Marx dans le texte, elle a des soubassements théoriques puisque c'est une notion centrale chez Hegel qui sera reprise par Marx. Dans des entretiens avec des intellectuels communistes italiens, on retrouve la même argumentation pour justifier l'emploi de l'expression « dépassement »³⁹. Mais face à des militants et des dirigeants peu aguerris aux questions de philologie, il n'est évidemment

³⁶ Ibid.

³⁷ « Partis politiques et administration de sens », op.cit, p.10.

³⁸ Entretien avec Fabien Maury, collaborateur à la « commission éco » du PCF. Le 12.11.2001.

³⁹ Gilles Campagnolo, « Chroniques d'une dissolution annoncée », in Michèle Bertrand, Gilles Campagnolo, Olivier Le Guillou, Esther DUFLO et Pierre Serne, *La reconstruction des identités communistes après les bouleversements intervenus en Europe centrale et orientale*, op.cit, pages 220 et suivantes.

pas question de se lancer dans une exégèse des textes d'Hegel et de Marx. Il faut pourtant souder le collectif partisan autour de cette notion, en la débarrassant du stigmate social-démocrate et l'inscrivant dans « une perspective révolutionnaire ». C'est justement en précisant ce qu'ils entendent par cette dernière expression qu'ils entendent démontrer en quoi le dépassement du capitalisme serait « vraiment révolutionnaire ». En se distinguant de la croyance dans le Grand Soir que condensait le terme « Révolution », les communistes veulent continuer à se dire révolutionnaires mais au prix d'une redéfinition de cette étiquette, pour mettre en cohérence les propositions et la « visée communiste » selon la terminologie en vigueur. Pour reprendre l'argumentaire de Paul Boccard, être « vraiment révolutionnaire, c'est dépasser le capitalisme et pas seulement l'abolir, c'est-à-dire le supprimer mais pour faire mieux ». Les quelques lignes sur lesquelles Claude Gindin clôt son propos introductif au séminaire posent explicitement l'enjeu : « *Ainsi, il est clair pour nous depuis longtemps que la transformation révolutionnaire ne peut se concevoir comme un acte unique où tout changerait du tout au tout en une fois. Notre projet n'est pas celui d'un « communisme dans un seul pays » qui pourrait se réaliser en vase clos. Nous voulons contribuer, pour la part qui peut nous en revenir, à un processus d'émancipation concernant l'humanité toute entière. (...) La mise en œuvre d'une politique anticapitaliste ne peut donc être viable qu'inscrite dans une coexistence conflictuelle de longue durée avec le capitalisme, une mixité où le nouveau, anticapitaliste, est suffisamment compatible avec le capitalisme pour exister, se renforcer contre lui et parvenir à le faire disparaître. Si on n'explicite pas cela, on ne répond pas à de légitimes interrogations sur la crédibilité de propositions visant à une réorientation dans le sens du dépassement du capitalisme des transformations de la société*⁴⁰ ».

Des propositions « pour une transformation révolutionnaire ».

La formation doit donc être aussi un canal de diffusion des propositions prônées par le parti. L'objectif est de convaincre de leur légitimité, de les expliquer et de les justifier en les arrimant au projet de « transformation révolutionnaire ». Le point de départ est d'expliquer le fonctionnement du capitalisme et ses évolutions pour souligner la nécessité de « construire une cohérence nouvelle ». Il s'agit de montrer que les propositions s'inscrivent dans une compréhension du capitalisme qui serait spécifique aux communistes. L'usage du nous distinctif est omniprésent dans ces propos de Fabien Maury : « *Des notions qui nous sont plus propres je dirais, mais qui sont aussi des notions fondamentales en économie c'est quel est le centre, enfin pas le centre, mais c'est quoi le système capitaliste. Parce que bien souvent nos militants ont une vision du système capitaliste réduit à l'exploitation c'est-à-dire à la question des rapports sociaux de production, et à la question de la propriété du capital. Mais le capitalisme est un système, donc il y a des opérations, et notamment les opérations techniques qui sont aujourd'hui révolutionnés, avec ce que nous on appelle la révolution informationnelle, et donc c'est une notion fondamentale. Donc il y a besoin d'expliquer, tenter de revenir sur ça de façon la plus pédagogique possible* ».

Ensuite les propositions sont expliquées dans leur contenu pour ne pas en faire de « simples slogans » mais leur donner de la concrétude. La proposition qui fait l'objet des plus amples développements dans les stages est la « sécurité d'emploi et de formation ». Cette proposition

⁴⁰ Texte introductif au séminaire, op.cit.

apparaît sous la plume de Paul Boccara en 1996, mais de nombreux militants déplorent ne pas savoir ce qu'elle recouvre précisément. Les stages sont alors l'occasion d'expliquer ce qu'elle signifie, pour convaincre de son intérêt en espérant que les stagiaires s'en feront les meilleurs prosélytes. Outre les explications techniques, l'entreprise de conviction (relayée par les militants) passe par le recours à un symbole fort : la sécurité d'emploi et de formation entend être « une avancée aussi importante que la sécurité sociale à la Libération ». Il est difficile d'attribuer un auteur précis à cette formule tant elle est reprise par de nombreux économistes et dirigeants. On a là un cas exemplaire d'homogénéisation argumentative. On saisit bien aussi à travers cet exemple combien la volonté de rassembler les militants derrière une proposition nécessite de réactiver des symboles, de trouver des raccourcis signifiants. Il semble que ce soit le prix à payer pour une diffusion maximale dans l'organisation, même si ces processus engendrent souvent la frustration des économistes qui voient ainsi réduits les fruits de leur travail à des slogans. Ils souhaitent voir leurs propositions relayer par les dirigeants et les militants mais pour ce faire ils ne peuvent se cantonner à un registre expert. Ils déplorent souvent le manque d'intérêt pour les questions techniques en économie :

« Mais on donne toujours un caractère magique à l'économie... Une espèce de magie blanche. Il y a surtout une grande délégation à des experts. (...) Donc on sous-estime la nécessité de connaître des dossiers »⁴¹.

Enfin, il convient pour les conférenciers de montrer en quoi ces propositions sont révolutionnaires et se distinguent de propositions portées par d'autres organisations. La sécurité d'emploi et de formation viserait pleinement à « la transformation révolutionnaire » puisqu'elle aboutirait au « dépérissement du marché du travail » ; elle s'inscrirait donc dans une « cohérence pour une construction de réponses de dépassement du capitalisme »⁴². En expliquant les « alternatives au capitalisme », en s'efforçant de les rendre concrètes, l'objectif est de « donner du grain à moudre » aux militants pour motiver leur engagement. « *Le plus important c'est de resituer nos bagarres quotidiennes dans une perspective transformatrice d'ensemble, pour ne pas désespérer* », c'est sur ces mots qu'Yves Dimiccoli, économiste et responsable de la commission nationale « Economie, argent, politique », conclura le séminaire.

Reste donc à marquer la différence avec les autres organisations, notamment de gauche. Le « nous » se fait ici plus solennel, il est constamment martelé pour appuyer la distinction. Nous ne prendrons ici que l'exemple des discours de distinction par rapport au PS. C'est en effet ce qui est en jeu dans les conflits internes du PCF : les communistes cautionnant la politique du PS par leur présence au gouvernement, de plus en plus de militants accusent la direction de réduire le parti communiste à n'être plus que l'aile gauche du parti socialiste. Il faut donc sans cesse rassembler dans la différence, rappeler ce qui distingue le « nous » du « eux ». Là encore il s'agit de processus éminemment diffus que nous ne prétendons pas étudier ici. Mais ils passent en partie par ces discours de justification et de légitimation sur les propositions économiques. Laissons donc une dernière fois la parole à un intervenant du séminaire étudié :

⁴¹ Entretien avec Fabien Maury, op.cit.

⁴² Titre d'un exposé de Paul Boccara, dans le cadre des « journées de réflexion sur le thème « mégafusions, délocalisations, quoi de neuf dans le capitalisme ? Quelle alternative ? » », les 26 et 27 novembre 1999 à Draveil.

« Le parti socialiste lui il propose le plein-emploi, bon on n'est donc pas d'accord sur l'objectif fondamental. Parce que le plein-emploi c'est quelque chose de très traditionnel, c'est une solution qui a été inventée pour sortir de la crise de l'entre-deux-guerres. Donc le parti socialiste propose de faire quelque chose qui a été inventé pour un autre type de crise, nous on propose non seulement de sortir de ce type d'aménagement, mais c'est en même temps essayer de résoudre complètement les problèmes. ».

Nous espérons avoir montré l'intérêt de travailler sur la formation en recourant à une méthode ethnographique. Parce qu'elle diffuse les discours officiels qui ont cours dans l'institution, la formation permet de saisir au concret les processus d'homogénéisation et de reconstruction des identités partisans. Son étude constitue une des modalités d'appréhension du changement dans les organisations politiques.